

COP 28 : des pistes pour un traitement médiatique à la hauteur des enjeux



Lieu : Émirats Arabes Unis

Date : 30 novembre au 12 décembre

Objectif de la COP

- En 2022, la COP 27 a occupé **1,4% du volume médiatique audiovisuel** sur les deux semaines de l'évènement. L'année précédente, la COP 26 avait occupé **1,8% du volume** (baromètre QuotaClimat x Data For Good).
- En 2023, **nous devons faire mieux**, et traiter avec lucidité de l'évènement pour sortir du découragement collectif. Les médias peuvent permettre une meilleure appropriation des enjeux de la COP28, des leviers qu'elle représente, et insuffler une volonté d'agir à toutes les échelles.

Cette fiche se veut participer à l'effort pour y parvenir : elle est conçue comme une boussole à destination des journalistes.

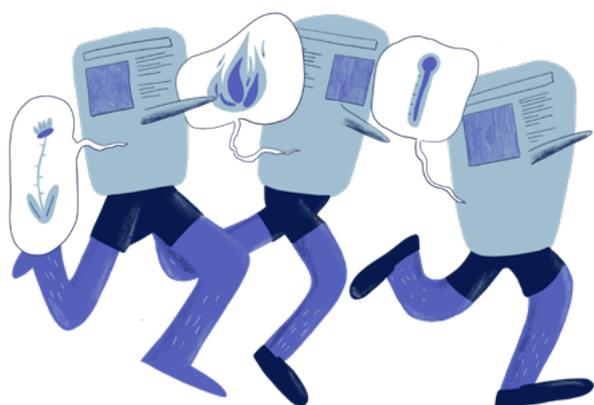
Le traitement médiatique des COP passées

Les éléments souvent traités de façon disproportionnée

- L'**inefficacité** de la COP et ses résultats déceptifs ("La COP de la dernière chance", "Doit-on arrêter les COP", ...)
 - La COP est le seul endroit réunissant pendant 2 semaines **l'ensemble des dirigeants politiques mondiaux autour du climat**. Dans un contexte marqué par d'importantes tensions géopolitiques, elles constituent l'un des rares espaces significatifs où le **multilatéralisme** peut s'exercer.
 - L'inertie est inhérente au processus de **diplomatie climatique**.
 - Leur ambition est inédite. Elles conçoivent une **politique climatique internationale**, détaillée en plans d'action multilatéraux fixant objectifs et lignes directrices.

Des éléments souvent invisibilisés

- Les **implications du fonctionnement de la COP** (contraintes temporelles, localisation géographique et présidence) sur l'orientation stratégique des négociations. Sans avoir de pouvoir supplémentaire dans les négociations, le **pays hôte** tient une **influence non-négligeable** sur la préparation de la COP, son agenda, les négociations qui s'y jouent.
- L'**influence des lobbies**. La COP 27 a réuni 45 000 personnes, parmi eux 636 lobbyistes des énergies fossiles, soit davantage que n'importe quelle délégation nationale. Cette présence constitue un frein à l'adoption de résolutions ambitieuses de sorties des fossiles. Les solutions proposées par les industries fossiles, comme le déploiement à grande échelle du captage et du stockage du carbone (CSC), créent de nouvelles dépendances et ne permettent pas de répondre efficacement aux enjeux.
- La présence et le rôle des **organisations non gouvernementales**. Elles participent activement aux travaux techniques et politiques, émettent des **propositions concrètes** lors des consultations et **informent massivement** le grand public. Leurs conférences thématiques impulsent les défis sociaux, les questions éthiques et démocratiques. Leur mise en réseau permet de **décupler la puissance de l'action locale**.



Des éléments souvent invisibilisés

- Les **tensions historiques** entre pays riches, pays émergents et pauvres. **Les pays développés** insistent sur la sortie des énergies fossiles, tandis que ceux **en développement** mettent davantage l'accent sur les mécanismes de financement du Nord vers le Sud, refusant de réhausser leurs ambitions de sorties des énergies fossiles tant que les pays du Nord n'ont pas mis sur la table les financements promis. Les **responsabilités historiques** sont centrales dans les négociations et au cœur des rapports de force discursifs.
- Les **événements auxiliaires** de mobilisation et d'action pour le climat. Les rapports, conférences, sommets mondiaux, sessions techniques de préparation déterminent les stratégies de négociations des acteurs et les arbitrages.
- Le regard des **scientifiques et experts**.
- La traduction des **concepts internationaux abstraits** en réalités concrètes. Le **Local Action Summit** est l'opportunité de mettre en lumière les enjeux spécifiques de la gouvernance locale, les solutions d'atténuation et d'adaptation mises en place et leurs bénéfices pour les populations, les freins et à l'action, le rôle et la responsabilité des acteurs non-étatiques.

Mémo

L'agenda officiel

- Réaliser le premier bilan mondial de l'action climatique
- Réaliser le premier sommet consacré à l'action climatique locale.

Les attendus

- Établir les modalités de sortie équitable des énergies fossiles et de transition vers les énergies renouvelables.
- Définir un nouvel « objectif collectif quantifié » pour le financement de la transition post-2025, notamment via la réorientation des flux financiers actuels.
- Établir un objectif mondial d'adaptation, et la mise en œuvre officielle du fonds de financement des pertes et préjudices aux pays vulnérables.

Les idées reçues

Les COP ne servent à rien.

Faux.

Perfectibles et inabouties, elles n'en sont pas moins un pilier de l'action climatique, permettant de se coordonner au niveau international pour infléchir la courbe des émissions, s'adapter et faire preuve de solidarité vis-à-vis des pays les plus impactés. La mondialisation de l'économie crée des rapports de dépendance et une internationalisation des processus de production telle que la réduction des émissions ne peut que s'accomplir à l'unisson. En sus, les émissions n'ont pas de frontière. La neutralité d'un seul pays est vaine sans efforts comparables chez ses voisins.

La solution climatique se résume à l'innovation technologique ou les modèles de compensation carbone.

Faux.

La solution est la baisse des émissions. Aucune innovation technologique n'a, à ce jour, permis d'engager une réelle substitution systémique d'usages et modes de production décarbonés à des usages et modes de production carbonés. Toute technologie nécessite une contrepartie matérielle ayant un impact sur l'environnement et le climat.

Les pays en développement sont responsables de la crise climatique, en particulier les pays asiatiques ou africains.

Faux.

En part de population, les pays industrialisés, pourtant plus en avance dans la transition énergétique, émettent beaucoup plus que ceux en développement. Le problème réside dans les modes de vie et de consommation.

Personnes ressources

Amy Dahan - Historienne des sciences CNRS

Lola Vallejo - Directrice programme Climat IDDRI

Laurence Tubiana - Négociatrice de la COP21
CEO Fondation Européenne pour le Climat

Alexandra Deprez - Research Fellow on
International Climate Governance